

UN « CHOC DES SAVOIRS » QUI NE PASSE PAS

Les ministres se succèdent à un rythme effréné mais la politique réactionnaire dans l'Éducation n'est pas remise en cause.

04

Le Lien N°220 - mars 2024



AINSI, LE « CHOC DES SAVOIRS » est toujours d'actualité, lui qui vise à modifier en profondeur l'ensemble du système à partir de la prochaine rentrée.

Derrière une présentation visant à redonner de « l'autorité » aux enseignant-es et à mieux gérer l'hétérogénéité, il s'agit d'une mise au pas des personnels et de l'institutionnalisation accrue du tri social.

En effet, ce n'est pas en répétant à l'envie qu'on va redonner de la liberté et une « autorité » aux enseignant-es que cela se traduira dans les faits.

Les redoublements, dont on annonce le retour, ne seront pas plus nombreux, car ils coûtent chers et vont viser principalement les classes de CP-CE1 et les compétences dans les fondamentaux, et enfin, les collègues sont bien conscients qu'ils ne résolvent pas les difficultés scolaires.

En revanche, loin des discours prônant la « libération des énergies » et des pratiques innovantes, il s'agit d'attaquer la professionnalité des personnels et leur liberté à construire leur pédagogie. Nouveaux programmes, manuels et pratiques pédagogiques imposés, évaluations nationales généralisées...

Tout est fait pour encadrer et dévaloriser une profession.

Quant à la gestion de l'hétérogénéité, il s'agit ni plus ni moins que de mettre les élèves en difficulté de côté.

Ainsi, l'annonce pour 2025 de la transformation du DNB en examen d'entrée au lycée, assorti d'une année de « prépa seconde » pour les élèves orientés en seconde générale ou professionnelle ayant échoué à l'examen, est un retour en arrière de 50 ans, renoncement assumé de toute ambition de démocratie scolaire.

Quant aux groupes de niveaux en français et maths au collège, ils sont stigmatisants et inefficaces pour les élèves en difficulté. Les discours pathétiques tendant à faire croire que les élèves pourront changer de groupes tous les 2 mois se heurtent aux contraintes d'organisation mais surtout au fait que les groupes des élèves les plus en difficultés progres-

seront moins vite que les autres.

De fait, il s'agit d'imposer un **séparatisme scolaire dans ces deux disciplines sur tout le collège**. Qui plus est, les moyens manquent pour leur mise en place (sans compter les enseignant-es dans deux disciplines déficitaires) et on voit déjà des collèges amenés, pour les mettre en œuvre, à créer des classes de niveaux ou à supprimer des options, groupes et projets de remédiations.



Les personnels de l'Éducation refusent ces mesures qui heurtent violemment l'image qu'ils se font de leur métier. Ils exigent une revalorisation de leurs métiers, salariale pour commencer et de pouvoir exercer leur liberté pédagogique avec des moyens permettant de réduire drastiquement le nombre d'élèves par classe. Bref, un choc des moyens et des salaires.

C'est le sens de la grève massivement suivie du 1^{er} février et de la mobilisation qui se poursuit depuis.

ASSEZ DES FAUSSES SOLUTIONS !

**DES MOYENS POUR RÉDUIRE
LES EFFECTIFS PAR CLASSE
POUR TOU-TES !**

la
cgt
ÉDUCATION
ACTION

Contact : 01 55 82 76 55 / unsen@cgeduc.fr
CGT Éducation - 263, rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil

